

Olivier Besancenot victime de violences policières

mercredi 16 décembre 2009, par [BESANCENOT Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 16 décembre 2009).

Sommaire

- [Besancenot, hospitalisé \(...\)](#)
- [La Poste : manifestation \(...\)](#)

Une soixantaine de militant-e-s de SUD avec Olivier Besancenot et Annick Coupé, secrétaire de l'Union syndicale Solidaires ont organisé une manifestation symbolique contre la privatisation de la Poste devant le Parlement qui était en train de discuter du changement de statut. Pour dénoncer les changements de statut, il s'agissait en plein débat parlementaire de « changer les statues » qui se trouvent devant l'Assemblée en les habillant en postier. Quelques syndicalistes ont réussi avec Olivier à escalader le grillage de protection et à monter sur les statues quand policiers et gendarmes sont intervenus pour les déloger violemment. Plaqués contre un car de gendarmerie, Olivier et deux de ses camarades ont été emmenés sans ménagement dans le poste de police du Parlement. C'est dans le couloir que l'un d'entre eux resserra violemment la « clé de bras » qu'il avait faite à Olivier, tout en l'insultant. Au point qu'un officier dut intervenir pour calmer son subalterne.

Une fois libérés, Olivier et ses camarades purent tenir une conférence de presse devant l'Assemblée. Notre camarade fut ensuite transporté aux urgences de l'Hôpital Lariboisière où les médecins découvrirent une fracture d'un doigt de la main droite et un déplacement d'un autre doigt.

Une hospitalisation et une opération demain matin, 45 jours d'interruption temporaire de travail (ITT) pour notre camarade, un coup de matraque et 5 jours d'ITT pour un autre syndicaliste, 2 500 000 votants bafoués, des syndicalistes de la Poste blessés, voilà la démocratie sarkozienne.

Besancenot, hospitalisé pour un doigt fracturé, raconte l'interpellation musclée

PARIS, 16 déc 2009 (AFP) - Le leader du NPA, Olivier Besancenot, hospitalisé pour une fracture au doigt, a raconté mercredi à l'AFP son interpellation « *musclée* » la veille lors d'une manifestation devant l'Assemblée nationale, et précisé qu'il envisageait « sérieusement » de porter plainte.

M. Besancenot a dit qu'il était "*passé au bloc opératoire pendant une petite heure*" mardi soir à l'hôpital parisien Lariboisière pour "*une fracture*

multiple de l'os et surtout un déplacement du doigt qui a nécessité une anesthésie générale".

Le postier de Neuilly-sur-Seine qui devait sortir mercredi de l'hôpital, s'est vu signifier 45 jours d'arrêt de travail. *"C'est beaucoup. On se pose sérieusement la question de porter plainte pour violence au moment de l'interpellation"*, a-t-il ajouté.

M. Besancenot raconte que lors d'une manifestation symbolique au premier jour de l'examen par les députés de la réforme du statut de La Poste, il s'était juché - comme quelques autres manifestants- sur une statue devant le Palais-Bourbon.

"Plusieurs personnes ont été interpellées, mais trois, dont moi, avons été emmenées dans des locaux, à l'intérieur de l'Assemblée par des gendarmes qui nous ont pris de manière musclée".

"Des gendarmes nous ont emmenés avec une clé de bras en prenant la moitié d'un bras et en remontant très très fort, il y en avait un qui était particulièrement zélé avec moi, - je le lui ai fait remarquer d'ailleurs", a dit M. Besancenot. "Il m'a collé la tête contre le mur en montant la clé assez haut. Un gradé lui a dit d'ailleurs 'recule maintenant'. A ce moment j'ai entendu un petit craquement" du doigt.

Ensuite, a poursuivi le jeune postier, *"malgré le fait que j'avais mal, il m'a descendu avec la clé de bras au sous-sol. Là un autre gradé est descendu et l'a appelé à la retenue"*, a ajouté le leader de l'organisation d'extrême gauche. Ce dernier a été libéré avec les autres personnes interpellées.

em/mad/DS

La Poste : manifestation de postiers et Besancenot devant l'Assemblée

PARIS, 15 déc 2009 (AFP) - Une trentaine de manifestants de Sud-PTT, dont le leader du NPA Olivier Besancenot, ont tenté mardi d'escalader la grille de l'Assemblée nationale, puis ont jeté par dessus des sacs postaux contenant des procès verbaux de la votation citoyenne contre la privatisation de la Poste.

Au même moment, à l'arrière de l'Assemblée, environ 150 autres manifestants étaient réunis à l'appel de la CGT, pour manifester également contre le projet de réforme du statut de La Poste, selon les chiffres de la préfecture de police de Paris.

Devant l'Assemblée, côté place de la Concorde, M. Besancenot ainsi que deux autres militants ont réussi à se hisser sur les statues d'où ils ont été rapidement évacués par des sapeurs-pompiers qui les ont reconduits sur le trottoir, à l'extérieur du Palais-Bourbon.

« Ils veulent changer le statut de La Poste, nous, on a voulu changer les statues en les habillant en

postiers ! », s'est exclamé Olivier Besancenot.

Vêtus pour certains de leurs uniformes de facteurs, les manifestants ont ensuite jeté par dessus la grille des sacs postaux contenant des procès-verbaux de la consultation populaire (votation citoyenne) organisée fin septembre dans toute la France par les opposants au changement de statut.

Environ 2,5 millions de personnes avaient participé à cette consultation sans valeur juridique, selon son organisateur, le « comité national contre la privatisation », composé de 62 syndicats, associations et partis politiques, qui organise dans la soirée une autre manifestation à l'Assemblée.

Le changement de statut, synonyme de « privatisation » de La Poste pour les syndicats, sera « *synonyme d'aggravation des conditions de travail et de salaire* », et « *une grande partie de la population* » qui « *vit dans les quartiers populaires, dans les campagnes* », sera pénalisée par un moindre service public, a dénoncé Annick Coupé, de l'Union syndicale solidaires.

Les manifestants ont ensuite été encerclés par les CRS puis évacués de force vers une petite place, de l'autre côté de l'assemblée, où se trouvaient encore quelques dizaines de militants CGT.

« *Ouvrir le capital de La Poste, quel qu'en soit la forme, c'est de la privatisation et ce n'est pas cela qui est demandé par la population* », a déclaré Colette Duynslaeger, secrétaire général de la CGT Postes.

« *On se retrouve à 18 heures* » pour la manifestation du comité contre la privatisation, et « *remettre les bordereaux de votation (aux députés), on ne nous a pas crus sur parole, qu'il y avait eu 2,5 million de votants, alors on vient en apporter la preuve* », a-t-elle ajouté.

aml-nth/im/phb
